

## Après l'échec du sommet de Copenhague, les mobilisations pour la justice climatique continuent

La première rencontre nationale du 6 février 2010 initiée par le collectif *Urgence climatique Justice sociale* (<http://climatjustice.org>) a été un succès en réunissant plus de 120 participants. Associant des collectifs locaux, des associations, des syndicats et des partis politiques, cette rencontre a permis de tirer un bilan de l'échec des négociations de Copenhague et d'envisager les suites des mobilisations. Pour devenir une question véritablement populaire, les alternatives à la crise climatique doivent chercher à résoudre la crise sociale, en traitant notamment la question de l'emploi, et garantir l'égalité sociale, entre le Nord et le Sud, mais également au sein des sociétés des pays développés. Par ailleurs, pour s'élargir, le mouvement doit intégrer de nouveaux acteurs, notamment les organisations syndicales ou des associations pas nécessairement environnementales.

La rencontre du 6 février a permis de dégager des axes communs qu'il s'agit d'enrichir dans les semaines et mois à venir :

- Le marché européen des droits d'émissions de gaz à effet de serre a montré son inefficacité : instabilité, spéculation, effets d'aubaine pour les industriels et les marchés financiers ; nous refusons de confier aux marchés financiers la régulation du climat et exigeons des réductions fermes et domestiques de GES. Sur le plan des financements internationaux, nous soutenons les propositions pour des taxations internationales sur les transactions financières, les transports internationaux, etc... ;
- La mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses nécessite de nouveaux types de financements. Si une refonte de la fiscalité est nécessaire, ses objectifs environnementaux doivent s'articuler à une logique de justice sociale, ce qui passe par de nouvelles taxations sur les premiers responsables des émissions de GES.
- Les politiques climatiques ne dépendent pas seulement des négociations internationales, et doivent s'appuyer sur les mesures locales, régionales et nationales. C'est la cohérence qui doit guider l'articulation de ces différentes échelles d'intervention. Les luttes touchant à l'aménagement du territoire et aux transports, à la relocalisation de l'économie, aux alternatives en matière de production et d'échanges, dessinent, à partir de situations locales, une logique alternative globale.
- Aucun changement ne sera possible sans inverser les rapports de force, et donc sans mobilisation des mouvements sociaux et environnementaux. Dans les mois à venir, la conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère, en avril à Cochabamba (Bolivie) est à suivre avec attention comme une étape de la construction d'un véritable rapport de force international pour la justice climatique. En Europe, le sommet de Bonn en juin peut être le lieu d'une nouvelle mobilisation, afin de ne pas laisser le climat dans les mains des gouvernements et des lobbys industriels.
- Le collectif *Urgence Climatique Justice Sociale* favorisera toutes les initiatives allant dans ce sens ; il se fera le relais des initiatives locales et participera à la coordination des luttes qui visent une transformation profonde des modes de production, de consommation, de transports et d'habitat actuels ; au niveau international il contribuera à la construction de la coalition *Climate Justice Now* ([www.climate-justice-now.org](http://www.climate-justice-now.org)).

Changeons le monde, pas le climat !